

Droit de manifester et sécurité lors du G7: face-à-face animé

Sommet à Évian Faut-il autoriser une mobilisation à Genève? Françoise Nyffeler, de la coalition NoG7, et le député PLR Jean-Pierre Pasquier en débattent.



Françoise Nyffeler (Ensemble à Gauche et collectif Grève féministe) et Jean-Pierre Pasquier (PLR) ont débattu sur le futur G7 et le droit de manifester sur le bitume genevois. Laurent Guiraud

**Emilien Ghidoni
Rachad Armanios**

Alors que le G7 se réunira à Évian dans six semaines, l'incertitude plane toujours sur l'autorisation d'une mobilisation à Genève.

Membre de la coalition NoG7, Françoise Nyffeler (Ensemble à Gauche et Grève féministe) plaide pour le respect du droit de manifester. Le député PLR Jean-Pierre Pasquier, lui, estime que les risques sont trop grands pour autoriser un défilé.

M^{me} Nyffeler, pourquoi appelez-vous à manifester le 14 juin?

Françoise Nyffeler (F.N.): Car les dirigeants les plus puissants du monde vont se réunir à Évian, eux qui mettent en danger les peuples, la planète, et favorisent un extractivisme débridé. Il y aura à leur tête Trump, qui est très dangereux et nous mène vers le précipice.

Nous avons d'autant plus un devoir de résistance que les gouvernements, dont celui de la Suisse, se taisent face au génocide en Palestine et les guerres ouvertes par Netanyahu. On pourrait inclure Poutine, mais il a été exclu du G8. Comme population, c'est la seule chose qu'on peut faire: rassembler la foule pour dire stop, faire pression sur les gouvernements pour qu'ils se placent du côté des peuples et de l'humain!

M. Pasquier, Israël et les États-Unis lancent guerre sur guerre et déstabilisent le monde.

Ça ne vous donne pas envie d'aller manifester aux côtés de Françoise Nyffeler?

Jean-Pierre Pasquier (J.-P.P.): Je ne conteste pas du tout la cause qu'elle défend, qui est légitime

«Les expériences à Genève et en Suisse démontrent qu'il y aura un risque sécuritaire important pour la population, les commerçants, les entreprises.»

**Jean-Pierre Pasquier
PLR**

et rassemble une large coalition. Mais les conditions-cadres pour manifester à Genève ne sont pas favorables. Il y a un faisceau d'indices importants qui fait que ce sera très compliqué.

Les expériences à Genève et en Suisse démontrent qu'il y aura un risque sécuritaire important pour la population, les commerçants, les entreprises. Le rôle de l'État est de garantir la sécurité de la population. Or, les conditions ne sont pas réunies pour une telle manifestation.

Manifester est pourtant un droit fondamental et vous êtes d'un parti qui se dit libéral.

J.-P.P.: C'est vrai et je ne conteste pas ce droit. Mais il y en a d'autres tout aussi importants: le droit à la sécurité, de commercer, de travailler. Or, il y a une pesée d'intérêts à faire entre l'importance de pouvoir exprimer son opinion et les risques encourus, car des commerçants pourraient subir des dégâts dont ils ne se remettront pas. Il y a d'autres moyens démocratiques de défendre une cause, via des élus, des parle-

mentaires, en envoyant des mises à Berne. Il n'y a pas que la rue.

F.N.: En interdisant, les risques sont beaucoup plus importants. Nous avons appelé à une manifestation pacifique, et pour cela, nous devons nous organiser avec les autorités. Malheureusement, nous n'avons rencontré M^{me} Kast et la police qu'une seule fois. Tous les 14 juin depuis 2019, j'organise la manifestation féministe. En 2019, nous avons réuni 75'000 personnes. Il n'y a jamais eu le moindre incident.

Le contexte est cette fois différent, non?

F.N.: Non, nous dénonçons depuis plusieurs années le génocide de Gaza, la colonisation. Nous attendons du monde, mais pas plus qu'en 2019. Pourquoi se réfère-t-on toujours aux problèmes qu'il y a eus en marge et après la manifestation contre le G8 en 2003? La manifestation, elle, a été un moment joyeux et déterminé. Les organisateurs n'étaient pas responsables des quelques vitrines brisées ensuite et la jeune génération, qui se mobilise aujourd'hui, n'y était pas. M. Pasquier évoque d'autres façons de protester, mais l'espace public appartient à la population!

Son parti utilise la contestation contre le G7 pour chercher à restreindre le droit de manifester à Genève, il y a un projet de loi au parlement qui date d'avant le G7 et n'a rien à voir avec. Les événements de 2003 sont montés en épingle pour nous faire passer pour des casseurs. Cela fait partie d'un projet politique pour faire taire l'opposition dans la rue. Mais nous sommes sérieux, nous voulons être reçus par les au-



À Genève, en 2003, une manifestation altermondialiste contre la tenue du sommet du G8 à Évian a réuni plusieurs

torités pour discuter des questions de sécurité. À Genève, le 2 octobre dernier, c'est quand la police a nassé et chargé la foule sur le pont du Mont-Blanc que cela a dégénéré.

J.-P.P.: Je comprends la grève féministe du 14 juin, qui est nécessaire et importante. Mais votre coalition regroupe près de 50 organisations, dont des collectifs propalestiniens, La France insoumise, c'est un amalgame d'associations qui augmente le risque sécuritaire. Quant au G8, j'étais au cœur des questions sécuritaires (ndlr: Jean-Pierre Pasquier assumait la sécurité pour une très grande entreprise genevoise), c'est durant le parcours de la manifestation que des stations essence ont été saccagées.

Les risques sont aujourd'hui réels, on l'a vu avec des événements récents, comme la manifestation propalestinienne à Berne, où plus de soixante bâtiments ont été endommagés et des dizaines de personnes blessées, ou lors d'une manifestation contre le WEF à Zurich. Car des éléments radicaux veulent en découdre et cherchent la confrontation avec la police. À Genève, le 2 octobre dernier, cela a aussi dégénéré. La justice déterminera les causes, mais j'ai eu très peur quand des manifestants sont allés sur les voies de train avec leurs drapeaux frôlant les câbles électriques.

F.N.: Et vous n'avez pas eu peur que sur le pont du Mont-Blanc, des personnes tombent à l'eau ou soient blessées?

J.-P.P.: Pour le G7, il y a des facteurs aggravants, comme la confirmation que la coalition sera importante, avec un appel à l'international. On s'attend à plusieurs milliers de personnes, voire dizaines de milliers de personnes, et pas pour un seul jour. Il y a une montée en puissance. Et les responsables annoncent qu'ils manifesteront même en cas d'interdiction – demandée par le Grand Conseil –, cela ne va pas, il faut respecter l'État de droit. Tous les signaux sont au rouge.

Vous alertez contre le risque d'infiltration par des casseurs. Mais si les forces de l'ordre ont mal géré la manifestation du 2 octobre, c'est parce qu'elles n'étaient pas prêtes. Ne vaut-il pas mieux autoriser celle du 14 juin pour mieux l'encadrer?

J.-P.P.: Non. On sait qu'il y aura des débordements avant et après. Cette mobilisation attire des éléments radicaux. La police sera énormément sollicitée par les transferts des délégations arrivant à l'aéroport. Elle doit se concentrer sur ces tâches et ne pas se disperser. Des familles, des personnes âgées veulent manifester, mais on espère que la population suivra les consignes en cas d'interdiction.

«Une nouvelle génération se lève pour dire stop aux dirigeants qui détruisent le monde. Nous devons empêcher une catastrophe. Partout dans le monde, la lutte contre les puissants a lieu dans la rue.»

Françoise Nyffeler
Ensemble à Gauche et collectif genevois Grève féministe



milliers de personnes marchant pacifiquement du Jardin anglais à la douane de Thônex-Vallard. Olivier Vogelsang

Une carte recensant les entreprises internationales basées à Genève a aussi été publiée récemment. Qu'en dites-vous?

J.-P.P.: Il s'agit clairement d'un acte préparatoire. Cette carte stigmatise des entreprises, désigne des cibles à attaquer. Cela montre bien que le problème ne réside pas dans le nombre, mais plutôt la radicalité des manifestants. Je crains que la jeune génération très mobilisée dans les manifestations pro-palestiniennes ne cherche à en découdre. C'est en tout cas ce que semblent indiquer les rapports de la police fédérale.

F.N.: Encore un élément pour diaboliser, car cette carte existe depuis des années. Elle a été publiée plusieurs fois lors de visites alternatives de Genève visant à dénoncer les firmes s'enrichissant sur les matières premières et l'exploitation des populations.

Vous avez prévenu: avec ou sans autorisation, vous manifesterez. Au risque d'endosser la responsabilité d'éventuelles violences?

F.N.: J'ai dit que les gens seront là, que la manifestation soit autorisée ou pas. De nombreux habitants sont scandalisés par la politique de Trump et le génocide en Palestine. Croyez-vous vraiment qu'interdire la manifestation au dernier moment amoindrirait leur colère? Pour que la mobilisation

se déroule bien, il faut respecter le droit de manifester. Si on l'interdit, ce sera le chaos, et les autorités en seront responsables.

Jean-Pierre Pasquier, votre parti a déposé un projet de résolution pour que l'État participe au financement des dispositifs de protection des commerces et qu'ils soient indemnisés en cas de dommages. Le PLR s'est-il converti à l'assistanat?

J.-P.P.: Non. Mais il y aura des dommages collatéraux et les commerçants, qui n'y sont pour rien, doivent être soutenus. En 2003, des accords entre la France et la Suisse ont permis des dédommagements. On attend que la Confédération s'engage dans ce sens.

F.N.: Vous avez décidé qu'il y aurait de toute façon des débordements. Mais heureusement, le PLR n'est pas l'État! Vous cherchez depuis des années à restreindre le droit de manifester en invoquant la liberté économique et le droit de commercer. Quant à savoir s'il faut indemniser les commerces, je ne me prononce pas, c'est leur problème. On ne les entend jamais défendre le droit de manifester. Les valeurs qu'on défend ne sont pas les mêmes, qu'ils gèrent avec leurs partis la question d'éventuelles vitrines brisées.

J.-P.P.: Derrière les commerces, il n'y a pas que des patrons! Un magasin détruit impacte aussi les tra-

vailleurs et leurs familles. Le rôle de l'État est de protéger l'économie et d'assurer la prospérité de Genève, qui permet de garantir les prestations sociales.

M^{me} Nyffeler, vous insistez sur l'importance de manifester à Genève, or, la Suisse ne fait pas partie du G7 et ne l'accueille pas. Pourquoi ne pas organiser la contestation en France?

F.N.: Nous sommes la ville du droit international. Les Conventions de Genève ont été signées ici, notre ville accueille le siège de l'ONU. Si nous organisons une manifestation, c'est pour être vus. Aller manifester au milieu des pâquerettes en campagne française ne nous intéresse pas. D'autant plus qu'Évian sera un bunker. Le but de notre mobilisation n'est pas d'aller expliquer les choses à Trump, mais de faire entendre notre résistance.

Ville et Canton ont refusé d'accueillir un contre-sommet militant aux Bastions, comment accueillez-vous cette décision?

F.N.: Nous aurons un rendez-vous avec le Conseil administratif genevois jeudi (ndlr: l'interview a eu lieu le mercredi 29 avril) pour tenter de rouvrir le dialogue à ce sujet. Nous pensons qu'ils n'ont pas été bien informés sur notre projet, car ils ont refusé de nous rencontrer par le passé. Le village militant serait un espace de

rencontres, de débats. Nous espérons que les autorités reviendront à la raison et s'engageront pour protéger les participants au contre-sommet.

M. Pasquier, le village serait dans un lieu très encadré. Pourquoi ne pas soutenir ce projet?

J.-P.P.: L'endroit est mal choisi, car les Bastions sont au cœur du centre-ville. Ce serait le même problème qu'avec une manifestation, il faudrait un important dispositif policier sur plusieurs jours. Pourquoi les organisateurs ne font-ils pas ce village militant à un autre moment, en mai ou plus tard en juin par exemple? (ndlr: Françoise Nyffeler se frappe le front.)

Françoise Nyffeler, vous avez l'espoir que ce contre-sommet initie un mouvement de résistance à l'échelle européenne. Pourtant, la période actuelle semble loin du «Grand Soir»...

F.N.: Nous sommes plus proches des années 30 que du «Grand Soir». Mais même si les mouvements altermondialistes des années 90 sont terminés, une nouvelle génération se lève pour dire stop aux dirigeants qui détruisent le monde. Nous devons empêcher une catastrophe. Partout dans le monde, la lutte contre les puissants a lieu dans la rue.

La grève féministe aura lieu le 13 juin et pas le 14

Lausanne La manifestation pour l'égalité sera aussi l'occasion de s'opposer au G7, qui est organisé à Évian la même semaine.

En Suisse, le 14 juin est devenu une date symbolique. Depuis 2019, c'est ce jour-là qu'a lieu la grève des femmes, qui s'achève toujours par une manifestation aux couleurs violettes, dans les grandes villes du pays. Cette date n'est pas un hasard: elle a été choisie en référence à la première grève féministe du 14 juin 1991, qui réunit alors un demi-million de personnes.

Mais cette année, pour les Vaudoises, la grève des femmes aura lieu le 13 juin. Le 14, elles sont invitées à rejoindre le cortège à Genève, qui se mobilise contre le G7 qui aura lieu à Évian. Pour le collectif, les deux dates permettent d'éviter que plusieurs événements ne se chevauchent. «L'une n'est pas moins importante que l'autre, explique une membre du collectif. La manifestation du 13 doit aussi offrir une possibilité de mobilisation féministe aux gens qui ne peuvent pas se déplacer à Genève le lendemain.»

Si la grève féministe insiste sur Genève, c'est qu'elle soutient le mouvement contre le G7, sommet qui réunira les chefs d'État des grandes puissances mondiales du 15 au 17 juin à Évian. À ce jour, la mobilisation contestataire n'est toujours pas autorisée par les autorités genevoises, mais une rencontre avec la Ville de Genève devait avoir lieu jeudi 30 avril.

Pour Françoise Nyffeler, du collectif genevois de la grève des femmes, la concordance des luttes féministe et anticapitaliste est une évidence. «Le 14 juin est la journée des grandes manifestations du combat queer féministe en Suisse depuis 2019, déclare-t-elle. La montée de la terreur masculiniste est renforcée par les prédateurs qui dirigent le monde par la force et la brutalité. Nous avons un devoir historique de résistance face à Trump et ses alliés.»

«La grève féministe est anticapitaliste»

Les Vaudoises qui projetaient de manifester le 14 juin seront-elles nombreuses à faire le trajet

jusqu'à Genève pour dénoncer l'impérialisme américain, en plus de revendications pour l'égalité femmes-hommes?

Depuis plusieurs années, des femmes de droite regrettent ce qu'elles considèrent être une radicalisation de la grève féministe. En 2023, la mobilisation au sujet de Mike Ben Peter, décapité après une interpellation policière en 2018, avait découragé Françoise Piron, conseillère communale PLR à Lausanne et directrice de la Fondation Pacte, d'aller marcher avec les autres femmes dans les rues de Lausanne le 14 juin.

«La montée de la terreur masculiniste est renforcée par les prédateurs qui dirigent le monde par la force et la brutalité. Nous avons un devoir historique de résistance face à Trump et ses alliés.»

Françoise Nyffeler
Membre du collectif genevois de la grève des femmes

À Lausanne, la manifestation devrait aussi comprendre une mobilisation anti-G7. Le collectif vaudois de la grève féministe précise que l'organisation est en cours. Pour le reste, «chacune est libre. Depuis 2019, la grève est anticapitaliste et anti-impérialiste, ce sont des revendications que nous avons toujours portées et nous continuerons à le faire».

Marie Maurisse



En raison du sommet du G7, la manifestation contre le patriarcat n'aura pas lieu le 14 juin cette année à Lausanne. Marie-Lou Dumauthioz